

PREFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale de
l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Savigny-le-Temple, le

30 NOV. 2011

Unité territoriale de Seine-et-Marne

Référence : E/11- 2757

OBJET : Installations classées pour la protection de
l'environnement

L'OREAL - CENTREAL à MITRY-MORY

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

SITE CONCERNE

L'OREAL - CENTREAL

ZAC de la Villette aux Aulnes

BP 308

77293 MITRY-MORY cedex

P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
Plan de localisation

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le présent rapport propose à M. le Préfet de Seine-et-Marne de saisir l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.

Ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire consiste en la mise à jour de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°05 DAI 2 IC 107 du 13 mai 2005 autorisant la société L'OREAL à exploiter un entrepôt de stockage sur la commune de MITRY-MORY.

I - SITUATION ADMINISTRATIVE

La société L'OREAL à MITRY-MORY est autorisée par l'arrêté préfectoral n°05 DAI 2 IC 107 du 13 mai 2005 à exploiter un entrepôt de stockage.

Les activités de la société L'OREAL relève des rubriques suivantes d'après l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2005 :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
1510	1	A	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.	Q > Volume de l'entrepôt	500 50 000	t m³	2615 118 404	t m³
1432	2-a	A	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :	Capacité totale équivalente	100	m³	212 (dont 63 dans les aérosols)	m³

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
1412	2-b	D	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 50 > 6	t t	43	t
2920	2-b	D	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, 2. dans tous les autres cas	Puissance absorbée	< 500 > 50	kW kW	350	kW
2925		D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	Puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération	50	kW	170	kW
2910	a	NC	Installations de combustion consommant exclusivement ou en mélange du gaz naturel	Puissance thermique maximale	2	MW	1,3	MW

L'entrepôt est compartimenté en trois cellules de 5617 m², 5987 m² et 418 m² :

- cellule 1 : préparation des commandes des produits cosmétiques ;
- cellule 2 : entreposage de produits cosmétiques et de coiffure destinés aux professionnels, hors aérosols contenant des gaz inflammables ;
- cellule 3 : stockage d'aérosols contenant des gaz inflammables liquéfiés.

II - MISE A JOUR DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE PREFECTORAL DU 13 MAI 2005

II.1. Suites de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 juin 2008

Dans le cadre de l'opération coup de poing entrepôts réalisée en 2008, une inspection inopinée a été menée le 14 mai 2008 sur le site de L'OREAL à MITRY-MORY. Cette inspection avait pour thème principal la conception de l'entrepôt ainsi que la prévention et la lutte contre l'incendie.

Cette inspection a fait l'objet du rapport de l'inspection des installations classées E/08-737 du 23 mai 2008. Les conclusions de cette inspection ont amené M. le Préfet de Seine-et-Marne à signer le 3 juin 2008 l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°08 DAIDD 11C 188. Cet arrêté préfectoral imposait à la société L'OREAL de respecter, dans un délai de trois mois, certaines dispositions des articles 7.6.4 et 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2005 en disposant d'un système d'extinction automatique d'incendie alimenté par une cuve de 900 m³ et de deux motopompes diesel de 450 m³/h.

Par courrier du 8 juillet 2008, la société L'OREAL a répondu à l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Dans son courrier, l'exploitant indique que sa réserve en eau incendie actuelle (567 m³ avec une motopompe) est adaptée au dimensionnement de son installation. De ce fait, l'exploitant sollicite la révision de son arrêté préfectoral.

Par courrier du 24 septembre 2008, M. le Préfet de Seine-et-Marne a répondu à l'exploitant que la fiche de dimensionnement de la réserve en eau (référéncée du 7 mai 2004 – indice A – le 11 mai 2004), transmise avec la lettre du 8 juillet 2008, ne correspond pas à celle contenue dans le dossier d'autorisation original mis en enquête publique et sur les bases de laquelle les prescriptions ont été reprises dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 mai 2005. En conséquence, M. le Préfet de Seine-et-Marne demande à l'exploitant de lui fournir un dossier complet en application de l'article R512-33 du code de l'environnement justifiant la demande et le bon dimensionnement de la réserve en eau de sprinklage.

Dans son rapport du 10 juillet 2008, le CNPP indique :

« [...] »

La réserve d'eau au vu de ces points de calculs doit contenir au minimum 433 m³ afin de couvrir le fonctionnement des RIA pendant 20 minutes et de l'installation de sprinkleur pendant 60 minutes.

La réserve d'eau est constituée d'une réserve métallique aérienne couverte d'un volume pompable de 550 m³ couvrant bien les exigences de la NFPA 30B et NFPA 13.

Au vu des calculs hydrauliques effectués par l'installateur, les besoins hydrauliques sont couverts par la pompe mise en place. »

Par message électronique du 24 février 2011, le CNPP a précisé :

« Je vous confirme que le rapport provisoire émis le 10 juillet 2008 a été rendu définitif du fait de l'envoi du rapport complet du 11 juillet 2008.

[...]

Compte tenu de ces informations, les sources d'eau sont correctement dimensionnées par rapport aux points de calculs fournis par l'installateur. »

Dans le cadre de ce dossier, le Service Départemental d'Incendie et de Secours a été consulté et a émis les avis suivants :

- Avis du 3 juillet 2009 : ce service indique que l'étude de ce document ne lui permet pas de se prononcer sur le bon dimensionnement de la réserve associée au système d'extinction automatique à eau ;
- Avis du 12 octobre 2010 : ce service indique qu'il ne peut toujours pas se prononcer sur le bon dimensionnement de la réserve d'eau associée au système d'extinction automatique à eau mis en place ;
- Avis du 30 mars 2011 : ce service indique que l'étude du courrier électronique du CNPP du 24 février 2011, attestant du bon dimensionnement de la pompe mise en place et de la ressource en eau associée au regard du référentiel NFPA, n'appelle pas de remarques de sa part.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Seine-et-Marne de modifier les articles 7.6.4 et 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2005 en imposant que le système d'extinction automatique à eau comprenne une cuve de 550 m³ et 1 moto-pompe diesel de 567 m³/h.

II.2. Modification : installation d'une nouvelle chaudière

L'établissement se chauffe actuellement grâce à une chaudière d'une puissance de 750 kW fonctionnant au gaz naturel. La société L'OREAL souhaite installer une chaufferie fonctionnant aux granulés de bois. Cette chaudière sera installée à l'extérieur du bâtiment existant. La chaudière fonctionnant au gaz servira alors de chaudière de secours lors de pics de consommation. La puissance cumulée des deux chaudières sera de 1,25 MW. Les installations ne seront pas classables sous la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le classement reste inchangé par rapport à l'arrêté préfectoral du 13 mai 2005.

Le type de combustible sera des granulés de bois composé de sciures provenant de différentes scieries. Le combustible ne contiendra aucune adjonction de colles ou produits chimiques. Le réservoir de stockage aura une capacité de 54 m³. L'exploitant a estimé qu'il consommera annuellement 206 tonnes de granulés de bois. Le silo sera vide de tout combustible en dehors de la période de chauffe soit de fin avril à fin octobre.

La chaufferie sera installée à au moins 8 mètres du bâtiment principal dans un local chaufferie comportant des portes et murs coupe-feu de degré 2 heures (REI 120). Le local chaufferie sera mis sous détection incendie.

La chaudière sera équipée de :

- systèmes de sécurité (régulation par sondes (T°, pression et oxygène, ...) ;
- un système de dépoussiérage automatique ;
- un système automatique de récupération des cendres ;
- un système de détection incendie relié au SSI du site et à la télésurveillance 24h/24 ;
- un système d'extinction incendie automatique .

Le silo de stockage sera quant à lui installé à au moins 11 mètres du bâtiment de stockage. Il sera équipé d'un conduit de remplissage par soufflage, d'un conduit de retour pour l'aspiration des poussières, d'ouvertures de ventilation et d'une trappe d'entretien. Lors de livraison des granulés, des dispositions seront prises afin d'éviter une accumulation de poussières à l'intérieur. Il sera équipé d'un système de détection incendie et muni d'une protection sprinkler.

Les effluents atmosphériques respecteront les dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2910 (pour rappel : les installations de combustion ne sont pas classables sous la rubrique 2910).

Les déchets issus du fonctionnement de cette installation sont des cendres. Elles sont estimées à 1,3 tonnes de cendres par an.

En conséquence, cette modification n'est pas de nature à augmenter le risque ou l'impact par rapport au dossier initial. Il convient, néanmoins, d'imposer des prescriptions complémentaires à cette nouvelle installation en modifiant le chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2005.

II.3. Situation administrative

Les décrets n°2010-367 du 13 avril 2010 et n°2011-1700 du 30 décembre 2010 ont modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les rubriques 1510 et 2920.

En conséquence, l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2005 est modifié comme suit :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
1432	2-a	A	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :	Capacité totale équivalente	>100	m ³	212 (dont 63 dans les aérosols)	m ³
1510	2	E	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume de l'entrepôt étant : 2. supérieur ou égal à 50000 m ³ mais inférieur à 300000 m ³	Q > Volume de l'entrepôt	> 500 ≥ 50 000 et < 300000	t m ³	2615 118 404	t m ³
1412	2-b	D	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 50 > 6	t t	43	t
1185	2a	NC	2. Composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés, à l'exception des appareils de compression et de réfrigération visés par la rubrique 2920 La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure à 800 l de capacité unitaire sauf installations d'extinction	Quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation	> 800	l	80 (R407c : 79 kg R410A : 10 kg)	l
2925		D	Accumulateurs (ateliers de charge d')	Puissance maximum de courant continu utilisable pour	50	kW	170	kW

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
				cette opération				
2910	a	NC	Installations de combustion consommant exclusivement ou en mélange du gaz naturel ou de la biomasse	Puissance thermique maximale	2	MW	1,3	MW

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

III - CONCLUSION

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport vise à mettre à jour certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2005 :

- article 1.2.1 relatif à la situation administrative afin de prendre en compte les évolutions réglementaires vis à vis des rubriques 1510 et 2920 ;
- articles 7.6.4 et 8.1.5 relatifs aux moyens de lutte contre l'incendie en modifiant le volume de la cuve alimentant le système d'extinction automatique d'incendie, le nombre de motopompe et le débit associé ;
- chapitre 5.2 afin de prendre compte l'installation de la nouvelle chaudière alimentée par de la biomasse.

En conséquence, afin de prendre en compte les modifications apportées aux installations exploitées par la société L'OREAL pour son établissement de MITRY-MORY et en application de l'article R512-31 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées propose aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.



